

**Arrêté n°2026 SGAD/BE-099 en date du 11 mai 2026**

portant modification aux prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 2009-D2/B3-308 en date du 27 novembre 2009 complémentaire à l'arrêté n° 95-D2/B3-55 en date du 20 avril 1995 autorisant la SCEA PORC BEL AIR à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit "Les Bijeonneries" commune de Linazay, un élevage de porcs, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

Le Préfet de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses livres Ier, II et V (parties législative et réglementaire) ;

**Vu** la directive IED Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution ;

**Vu** la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) au titre de la directive 2010/75/UE susvisée, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;

**Vu** le décret du 8 avril 2026 du président de la République portant nomination de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de la Vienne ;

**Vu** le décret du 7 août 2025 du président de la République portant nomination de Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

**Vu** l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

**Vu** l'arrêté n° 2009-D2/B3-308 en date du 27 novembre 2009 complémentaire à l'arrêté n° 95-D2/B3-55 en date du 20 avril 1995 autorisant la SCEA PORC BEL AIR à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit " Les champs de gris " commune de Linazay, un élevage de porcs (4271 animaux-équivalents), activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. ;

**Vu** l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques nos 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** la décision n°2025-SGAD/BE-173 en date 2 septembre 2025 portant dispense d'évaluation environnementale, à l'issue de l'examen au cas par cas en application de l'article R 122-3 du code de l'environnement, la demande d'augmentation de l'effectif de porcs détenus sur le site d'élevage situé au lieu-dit « les Bijeonneries » commune de Linazay présentée par la SCEA PORC BEL AIR activité soumise à la réglementation applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement

**Vu** l'arrêté n°2026-SG-SGAD-008 du 6 mai 2026 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

**Vu** le dossier concernant un porter à connaissance de la mise à jour des installations situées au lieu-dit "Les Bijeonnerie " sur la commune de Linazay déposé par la SCEA PORC BEL AIR le 23 février 2026;

**Vu** le rapport n°2026-918 et les conclusions de l'inspecteur de l'environnement des installations classées (DDPP) en date du 6 mai 2026.

**Vu** le projet d'arrêté notifié à la SCEA PORC BEL AIR par courriel du 4 mai 2026 ;

**Considérant** les éléments techniques du dossier portés à la connaissance du Préfet de la Vienne le 23 février 2026 ;

**Considérant** le caractère non substantiel des modifications déclarées par la SCEA PORC BEL AIR au sens de l'article L. 181-46.I du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications projetées n'entraînent pas de dangers ou inconvénients significatifs supplémentaires pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu, toutefois, de procéder à une modification des articles 2.1 et 3.1 de l'arrêté n° 2009-D2/B3-308 en date du 27 novembre 2009 complémentaire à l'arrêté n° 95-D2/B3-55 en date du 20 avril 1995 susvisé, afin d'ajuster l'effectif maximal autorisé d'animaux équivalents et les limites de l'autorisation ;

**Sur** proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Vienne,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Modifications apportées aux actes antérieurs**

Les prescriptions des articles 2.1 et 3.1 de l'arrêté n° 2009-D2/B3-308 en date du 27 novembre 2009 complémentaire à l'arrêté n° 95-D2/B3-55 en date du 20 avril 1995 autorisant la SCEA PORC BEL AIR à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit "Les Bijeonneries" sur la commune de Linazay , un élevage de porcs, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement sont modifiées en ce qui concerne l'effectif maximal autorisé d'animaux équivalents ainsi que les limites de l'autorisation.

#### **Article 1.1 – Prescriptions modifiées**

Les dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté n° 2009-D2/B3-308 du 27 novembre 2009, complémentaire à l'arrêté n° 95-D2/B3-55 du 20 avril 1995 susvisé, sont modifiées comme suit :

## **Article 2-1 – Autorisation**

N° de la Rubrique	Désignation rubrique	Effectif autorisé	Classement
3660-b	Élevage intensif de porcs : b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg)	432 reproducteurs + 80 cochettes + 4856 porcs en engraissement + 2256 porcelets en post- sevrage  6683,2 animaux équivalents	Autorisation

Les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté n° 2009-D2/B3-308 du 27 novembre 2009, complémentaire à l'arrêté n° 95-D2/B3-55 du 20 avril 1995 susvisé, sont modifiées comme suit :

### **Article 3-1 – Limites de l'autorisation**

Les bâtiments sont implantés sur les parcelles n° 30, 31, 45, 46, 47, 57, 59, 61, 63, 65, 66, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 117, 125, 127, 129 de la section ZK de la commune de Linazay.  
Le nombre d'animaux équivalents autorisés à être détenus est de 6 683,2.  
Le volume de lisier produit annuellement est de l'ordre de 11 296 m<sup>3</sup>.  
La quantité d'azote produite chaque année par l'élevage est d'environ 52 365 kg. »

Le plan de masse des installations est joint en annexe du présent arrêté.

## **Article 1.2 : Prescriptions techniques applicables**

### **Article 1.2.1 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques nos 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

### **Article 1.2.2 : Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 2 : Modalités d'exécution, voies de recours**

### **Article 2.1 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 2.2 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.181-7 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R181-50 du même code :

- 1) Par exploitants dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée.
- 2) Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.181-3, dans un délai de deux mois à compter :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Un délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans le cas, il n'est pas nécessaire de produire des copies du recours et l'enregistrement de celui-ci est immédiat, sans délai d'acheminement.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2.

## **Article 2.3 : Publication**

En vue de l'information des tiers et conformément à l'article 181-44 du code de l'environnement :

- 1°- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de Linazay et peut y être consulté ;
- 2°- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Linazay pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au Préfet ;
- 3°- le présent arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R 181-38 ;
- 4°- le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il est délivré, la préfecture de la Vienne (rubriques « actions d'Etat - environnement, risques naturels et technologiques - installations classées – élevages agricoles et agroalimentaires») pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

## **Article 2.4 : Exécution**

La Secrétaire générale de la Préfecture de la Vienne, le Directeur départemental de la protection des populations chargé de l'inspection des installations classées et le maire de la commune de Linazay sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à :

- SCEA PORC BEL AIR lieu-dit "Les Bijeonneries" 86400 Linazay

Et dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations ;
- au maire de la commune concernée : Linazay

**Annexe:**

- Plan de masse des installations

Poitiers, le 11 mai 2026

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale



Murièle BOIREAU



**PLAN DE MASSE**

